

**ÉTUDE DES CAS**

**DES ENGAGEMENTS  
POLITIQUES  
PROGRESSISTES  
SIGNIFIENT DES SERVICES  
PUBLICS AMÉLIORÉS**

# INTRODUCTION

## IMPRESSION

## ONU FEMMES

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies qui œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Défenseuse des femmes et des filles, à l'échelle mondiale, elle a été créée pour accélérer les progrès en vue de répondre à leurs besoins dans le monde entier. ONU Femmes appuie les États membres de l'ONU dans la mise en place de normes mondiales visant l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile pour élaborer les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que les normes sont efficacement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles du monde entier. Elle œuvre à l'échelle mondiale pour faire de la vision des objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et soutient la participation équitable des femmes dans tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre domaines prioritaires stratégiques : Les femmes dirigent, participent et bénéficient de manière équitable des systèmes de gouvernance ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; toutes les femmes et les filles vivent une vie exempte de toute forme de violence ; et les femmes et les filles contribuent et ont une plus grande influence dans la construction d'une paix et d'une résilience durables, et bénéficient de manière équitable de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits et de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

## GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Génération Égalité est une initiative multipartite convoquée par ONU Femmes en partenariat avec la société civile, les jeunes, les gouvernements, le secteur privé et les philanthropes pour mobiliser les partenaires, augmenter les investissements, générer des résultats et accélérer la mise en œuvre complète et efficace du Programme d'action de Pékin et des objectifs de développement durable. Génération Égalité est ancrée dans la Décennie d'action des Nations Unies. Elle met l'accent sur la réalisation de l'objectif de développement durable n°5 sur l'égalité des sexes et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable en faveur des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Consultez le rapport sur : [commitments.generationequality.org/fr/accountability-report](https://commitments.generationequality.org/fr/accountability-report)

Les opinions exprimées dans cette publication, qui fait partie d'une série de 6 études des cas commandées par ONU Femmes à Ladysmith, sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles d'ONU Femmes, des Nations Unies, ou de l'une de leurs organisations affiliées. Pour une liste des erreurs ou omissions constatées après l'impression, veuillez consulter notre site Web.

## REMERCIEMENTS

Chef, Recherche et données : Papa Seck  
Réalisateur de l'étude des cas : Maureen Gitonga et Svenja Siemonsen  
Auteurs de l'étude des cas : Norma Patiño Sánchez, Allison Kiehold, Julia Zulver, Isaac Holeman et Lorena Fuentes de Ladysmith

Réviseurs/contributeurs de l'étude des cas : Oscar Berger (ministère des Affaires étrangères, Suède), Anna Collins-Falk (coordinatrice internationale, Agence suédoise pour l'égalité des genres), Sabrina Frydman (directrice des relations internationales, ministère de la Femme, du Genre et de la Diversité, Argentine), Ulrika Holmström (conseillère principale en matière d'égalité des genres, Sida), Josefine Jacobsson (conseillère principale, Agence suédoise pour l'égalité des genres), Bengt Nilsson (Division de l'égalité des genres, ministère du Travail, Suède), Veronica Nduva (secrétaire principale, Département d'État pour le genre et l'action positive, Kenya), Sofia Orrebrink (Spécialiste principale des politiques sur l'égalité des genres, Sida), Yamila Picasso (Conseillère pour le secteur des relations institutionnelles et de la coopération internationale, ministère de la Santé, Argentine), Maria Quaranta (coordinatrice des affaires multilatérales, Direction des affaires de genre au ministère des Affaires étrangères, Argentine), Asha Meagher (ONU Femmes), Raymond Shama (ONU Femmes)

Production, communication et diffusion : Svenja Siemonsen, Carla Arita Carozzo

Éditeur : Jen Ross  
Conception : Design plus  
© ONU Femmes 2023  
Fabriqué aux États-Unis. Tous droits réservés

Les Forums Génération Égalité, organisés en 2021 à Mexico et à Paris à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995), sont apparus comme une initiative multipartite mondiale visant à accélérer la lutte en faveur de l'égalité des sexes. Génération Égalité a établi des engagements concrets et des plans d'action pour la période 2021 à 2026. Elle vise à mobiliser l'action mondiale aux niveaux local, régional et national, à susciter des conversations intergénérationnelles, à stimuler l'augmentation des investissements publics et privés et à améliorer la redevabilité. Pour coordonner et mettre en œuvre les engagements, le Forum rassemble les parties prenantes dans six Coalitions d'action et un Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire.

Fondée sur des actions transformatrices et mesurables, Génération Égalité met l'accent sur la nécessité de générer un changement durable pour les femmes et les filles. C'est pour cette raison que les acteurs de Génération Égalité se sont engagés à démontrer comment une action peut se traduire par un changement politique concret. Des engagements politiques dotés de ressources suffisantes créent un environnement propice à l'égalité des sexes et fournissent aux gouvernements et aux organisations des cadres pour accélérer l'investissement et la mise en œuvre.

Alors que 2023 marque le mi-parcours de Génération Égalité, c'est un moment opportun pour une réflexion collective sur les progrès, les leçons apprises, les défis et les opportunités pour l'avenir. Cette étude des cas analyse la nature des engagements politiques et met en lumière les progrès réalisés dans leur mise en œuvre, en utilisant les exemples fournis par les gouvernements de l'Argentine, du Kenya et de la Suède : Le gouvernement argentin a adopté en 2020 une loi révolutionnaire sur l'accès des femmes à la santé sexuelle et reproductive et à l'autonomie corporelle et, en 2023, une loi autorisant la vente de contraception d'urgence sans ordonnance. En 2021, le Kenya a lancé sa première politique de réponses policières intégrées à la Violence sexiste et sexuelle. La Suède intègre une perspective de genre dans les exigences de son travail mondial dans toutes les stratégies nationales et régionales. En conséquence, 79 pour cent de tout le soutien fourni par l'Agence suédoise de développement international (Sida) inclut désormais le genre comme objectif principal ou partiel. Cette étude des cas s'appuie sur l'expérience politique de ces trois pays à travers une série d'entretiens avec des informateurs clés (KII) menés en août 2023 ainsi que des données de l'enquête de rapport sur les engagements de 2023, pour explorer l'impact de Génération Égalité sur les engagements en matière de politique publique et offre plusieurs conclusions et recommandations clés pour les engagements politiques de Génération Égalité à l'avenir.



Foto : ONU Femmes/Carlos Ngeleka

# PRINCIPALES CONCLUSIONS



des engagements comportant une composante politique sont mis en œuvre dans une région, **31 %** dans **plusieurs régions** et **16 %** au **niveau mondial**.

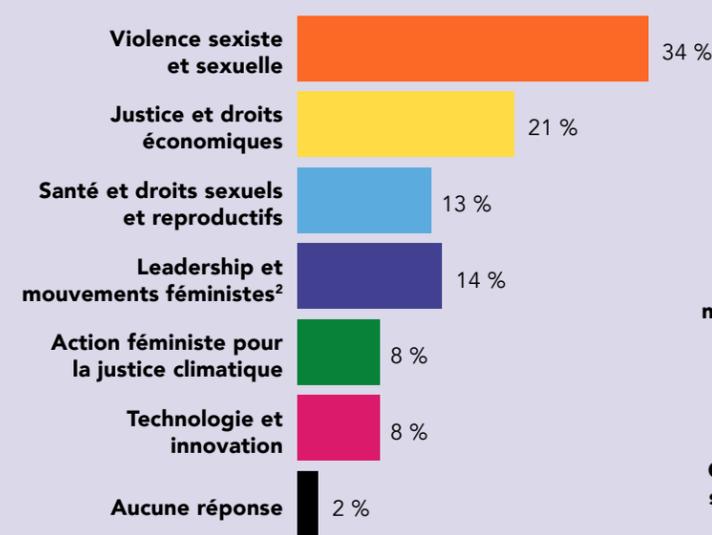


des engagements ayant une composante politique sont liés à la résolution de la violence sexiste et sexuelle, suivis de **21 %** sur la promotion **l'autonomisation économique des femmes**.

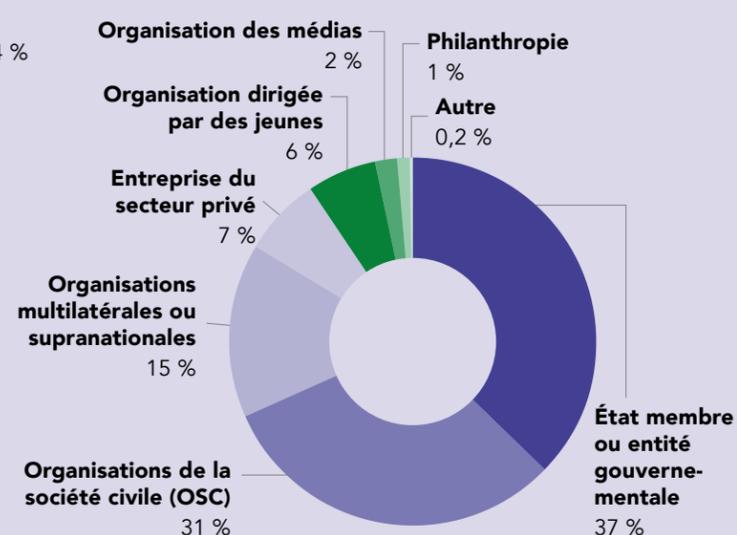


des engagements comportant une composante politique sont mis en œuvre avec des **partenariats nouveaux ou élargis**.

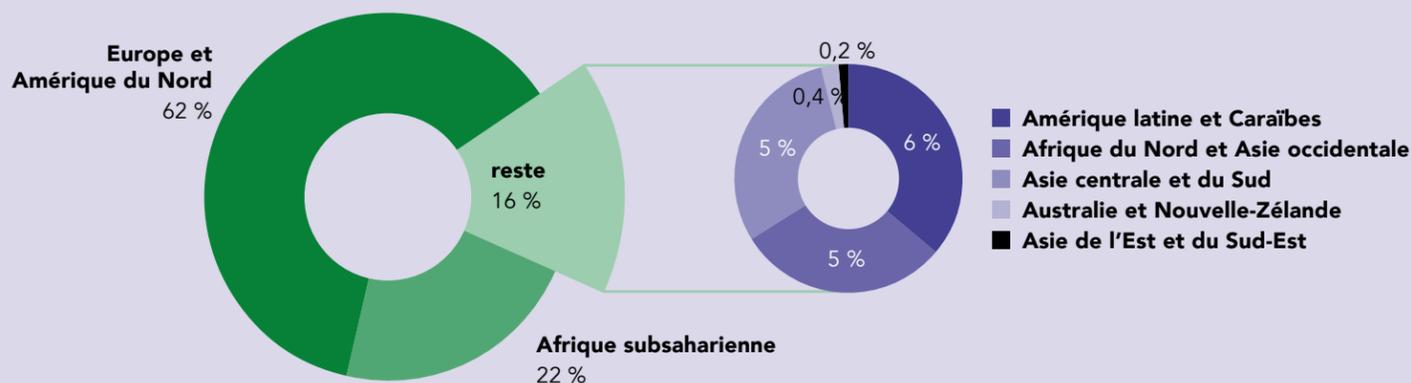
## RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS POLITIQUES, PAR COALITION D'ACTION



## RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS POLITIQUES PAR TYPE D'ORGANISATION



## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS POLITIQUES



Source : Les données proviennent du [Tableau de bord des engagements](#) et de la [deuxième enquête annuelle de rapport sur les engagements](#).<sup>1</sup>

<sup>1</sup> L'enquête a été réalisée entre mai et juillet 2023. Dans l'ensemble, 42 pour cent des décideurs ont déclaré (contre 26 pour cent en 2022) 69 pour cent des engagements (plus du double du taux de déclaration de l'année dernière de 31 pour cent des engagements). Malgré certaines limites méthodologiques, le taux de réponse élevé à l'enquête fournit un rapport solide sur les engagements pour une redevabilité et une meilleure compréhension des progrès réalisés au cours des deux dernières années. Voir [Rapport Génération Égalité 2023 - Note technique](#) pour plus de détails.

1

## Lorsque les gouvernements s'engagent publiquement en faveur de Génération Égalité, cela encourage la redéfinition des priorités des budgets nationaux et la redevabilité quant à l'obtention de résultats concrets.

Grâce à Génération Égalité, les gouvernements se sont engagés publiquement à aborder l'égalité des sexes, en s'ouvrant à une plus grande collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques, à un examen par les pairs et à des processus d'apprentissage public. Par exemple, au Kenya, l'annonce publique de 12 engagements pour lutter contre la violence sexiste et sexuelle par le Président de la République du Kenya a conduit à la formulation, au financement et à la mise en œuvre d'une politique policière, fournissant aux survivantes des violences sexistes et sexuelles (VSS) des soins immédiats dans deux centres (pour l'instant), où elles peuvent déposer des rapports de police et recevoir des soins de santé immédiats en un seul endroit.



2

## Génération Égalité a donné l'élan aux gouvernements pour intensifier leurs actions afin de faire progresser l'égalité des sexes à travers la création de nouveaux espaces de dialogue multilatéral.

Génération Égalité a créé un espace où les pays peuvent commencer à institutionnaliser certaines pratiques et certains cadres et entreprendre de nouveaux domaines de travail pour faire progresser l'égalité des sexes. Au cours du processus de co-création de Génération Égalité en 2021, les gouvernements ont examiné ou consolidé les priorités nationales et favorisé le dialogue entre les parties prenantes nationales. Dans le cas de la Suède, l'autonomisation économique des femmes, qui a toujours été un domaine d'intérêt et de soutien, est devenue une priorité encore plus importante. De même, le gouvernement argentin a décidé d'adopter une approche plus directe et ouverte dans sa politique en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, dans les enceintes internationales et régionales, en particulier en ce qui concerne l'avortement sécurisé.



3

## La coordination et l'alignement entre les organismes gouvernementaux sont fondamentaux pour faire avancer un programme politique transversal en matière de genre.

Les gouvernements de l'Argentine, du Kenya et de la Suède notent que le processus de formulation d'engagements politiques a accru la coordination entre les agences gouvernementales tout en sensibilisant le public. Par exemple, en Argentine, la coordination entre les ministères de l'Éducation, de la Santé et de la Femme, du Genre et de la Diversité a été nécessaire pour la mise en œuvre et le suivi adéquats des politiques SDRS. Même si un ministère particulier est officiellement responsable de certains domaines de mise en œuvre (le ministère de l'Éducation est responsable du programme national complet d'éducation sexuelle), un dialogue ouvert entre les ministères s'est avéré essentiel pour intégrer l'expertise d'autres ministères, conduisant à une mise en œuvre plus holistique des politiques et programmes.



4

## La participation de la société civile est fondamentale pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques.

Les données de l'enquête de 2023 révèlent que 73 pour cent des engagements politiques sont mis en œuvre en partenariat avec les OSC. Toutefois, des mécanismes doivent être mis en place pour garantir leur contribution durable et substantielle. À cette fin, le gouvernement argentin a créé un Conseil consultatif composé de membres d'OSC qui peuvent formuler des recommandations sur les politiques et également surveiller leur mise en œuvre.



# ANALYSE DES ENGAGEMENTS POLITIQUES

## Génération Égalité avance des allocations budgétaires ciblées sur le genre

Historiquement, les politiques publiques en faveur de l'égalité des sexes ont souvent manqué du soutien financier nécessaire. Génération Égalité a décidé de relever ce défi en créant une plateforme permettant aux gouvernements de prendre simultanément des engagements politiques et budgétaires de grande envergure. Par exemple, en 2021, le président Kenyatta du Kenya a annoncé publiquement le plan en 12 points du pays pour lutter contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) lors du Forum Génération Égalité à Paris.<sup>2</sup> Cet engagement politique a été soutenu par des allocations destinées à lutter contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) et les mutilations génitales féminines (MGF) dans le budget national, à savoir un investissement de 23 milliards de shillings kenyans. Le développement de la politique Policare est l'un des résultats de cet investissement. Le Gouvernement, en collaboration avec les organisations de la société civile, a : (1) créé 54 refuges privés et centres de secours contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) dans 18 comtés ; (2) facilité l'intégration des services de lutte contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) directement dans la couverture sanitaire universelle du pays ; et (3) créé des tribunaux spécialisés dans la violence basée sur le genre pour améliorer l'accès des femmes à la justice. Ces réalisations démontrent l'importance d'avoir une volonté politique ancrée au plus haut niveau politique. Cela entraîne la génération d'attentes du public, qui nécessitent ensuite l'obtention de résultats. Les efforts du Kenya pour lutter contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) montrent que si ces actions bénéficient de ressources suffisantes grâce aux allocations budgétaires nationales, les services publics peuvent être considérablement améliorés. Le pouvoir de mobilisation unique de Génération Égalité peut jouer un rôle dans l'obtention de ce type d'adhésion de haut niveau.

Dans d'autres cas, la volonté politique d'allouer des budgets à l'égalité des sexes existait avant Génération Égalité, mais elle a été essentielle à la mise en œuvre de politiques d'intégration du genre dans les initiatives Génération Égalité. Par exemple, la Suède dispose d'une longue tradition en matière de politique d'égalité des sexes, et l'intégration de la dimension de genre constitue la principale stratégie du pays pour atteindre

ses objectifs politiques en matière d'égalité des sexes. La décision A2021/01442 de la Suède stipule que « les services gouvernementaux doivent intégrer l'égalité des sexes dans leurs activités 2021-2025 ». <sup>3</sup> Elle vise à intégrer le genre dans tous les aspects de la politique et de la prise de décision, notamment par le biais du budget, de la législation et du contrôle gouvernemental des agences, par le biais des activités de l'Union européenne et du travail international. La budgétisation sensible au genre est considérée comme un outil indispensable pour concrétiser les engagements politiques de la Suède en matière d'égalité des sexes et comme une bonne pratique pour les initiatives Génération Égalité. Le processus comprend l'intégration d'une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et la restructuration des recettes et des dépenses afin de promouvoir l'égalité des sexes. En collaboration avec l'Autorité suédoise de gestion financière, l'Agence suédoise pour l'égalité des sexes (SGEA) a élaboré un cours de formation sur la budgétisation sensible au genre, qui fait partie du matériel d'orientation sur l'intégration de la dimension de genre destiné aux agences gouvernementales. Les discussions engagées lors de la création de Génération Égalité entre les principales organisations engagées dans la promotion d'une initiative de partenariat multipartite sur l'égalité des sexes ont permis à la Suède de renforcer les priorités de leur gouvernement en matière d'autonomisation économique des femmes (WEE). Ces discussions ont également offert à la Suède une plateforme internationale pour coordonner ses efforts en faveur de l'égalité des sexes, tant au niveau national qu'international.

Outre la budgétisation sensible au genre au niveau national, la Suède travaille également à travers son agence de coopération Sida pour soutenir et faciliter cette budgétisation dans son travail de développement international. Par exemple, Sida soutient le travail de la Fondation Kvinna Till Kvinna au Rwanda pour éliminer les inégalités structurelles et économiques entre les sexes. Avec le soutien de l'organisation locale de défense des droits des femmes Duhozanye, les femmes rwandaises ont pris des mesures pour influencer les processus budgétaires locaux afin de garantir que les besoins et les intérêts stratégiques des

femmes soient pris en compte et reflétés dans les allocations budgétaires au niveau du village et du district. Grâce à la formation, les agricultrices ont appris à planifier et suivre les budgets de manière participative, à contrôler si leurs besoins étaient inclus dans le budget et à demander des comptes aux dirigeants locaux lorsque les budgets étaient

mal exécutés.<sup>4</sup> **Soutenir une budgétisation sensible au genre dans les projets de développement international est une bonne pratique que d'autres gouvernements peuvent mettre en œuvre pour garantir que leurs investissements/soutien à d'autres pays améliorent les services publics dans une optique de genre.**

## Génération Égalité promeut l'élaboration de politiques grâce à un dialogue accru entre les parties prenantes

Le Forum Génération Égalité a favorisé une meilleure communication entre les parties prenantes multilatérales grâce à la création d'espaces internationaux dédiés au dialogue, au partage des connaissances et à la redevabilité. L'adoption du cadre multilatéral établi par le Forum a conduit à la co-création et à la révision/élaboration de politiques prenant en compte les réalités et les besoins de toutes les parties prenantes, y compris les OSC et les organisations locales. Cela a engendré des bonnes pratiques qui ont inspiré d'autres à élaborer des politiques transformatrices et sensibles au genre. Grâce à ces mécanismes, Génération Égalité offre un espace aux parties prenantes pour promouvoir de manière plus solidaire des initiatives en faveur de l'égalité des sexes.

Dans le cas de l'Argentine, Génération Égalité a facilité l'intensification des dialogues avec des gouvernements partageant les mêmes idées et a conduit à une politique étrangère plus adaptée. Grâce à son leadership au sein de la Coalition d'action pour la liberté de disposer de son corps, la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'Argentine a engagé un dialogue avec les pays et les organisations de la société civile d'Afrique qui appartiennent à des coalitions d'action. Cela lui a permis de débattre et de trouver un terrain d'entente et des solutions actives aux questions de diversité et de droits sexuels et reproductifs. Génération Égalité est un espace pour établir ces liens avec une variété de pays. De plus, tirant parti de Génération Égalité, le gouvernement argentin a décidé d'adopter une approche plus ouverte et plus franche de sa politique SDSR dans les forums internationaux et régionaux, avec un accent particulier sur l'avortement sécurisé. C'est pour cette raison que l'Argentine a décidé de rejoindre Génération Égalité et d'autres groupes de santé et de droits sexuels et reproductifs et est devenue très active dans les négociations de l'ONU et impliquée dans les groupes de coordination. **Génération Égalité rassemble des acteurs partageant des idées similaires dans un espace sûr afin d'échanger des idées sur des sujets délicats et de s'inspirer mutuellement pour mettre cette nouvelle réflexion au service des efforts visant à améliorer les services publics.**

Les parties prenantes kenyanes ont noté qu'en s'engageant dans le cadre de Génération Égalité, elles se sont ouvertes à l'examen par les pairs, à la collaboration et à la redevabilité. Ce niveau de collaboration, entre acteurs étatiques et non étatiques ainsi qu'entre autres gouvernements, « vous oblige à faire vos devoirs »,

c'est-à-dire qu'il établit une forme de redevabilité en rendant plus publiques les initiatives gouvernementales en matière de genre. Par exemple, la politique Policare du Kenya a bénéficié d'un soutien et d'un intérêt supplémentaires grâce à des partenariats nouveaux et élargis entre le gouvernement, les OSC et le secteur privé favorisés par Génération Égalité. Cette approche de partenariat soutient le partage des meilleures pratiques et a renforcé les relations entre le gouvernement et les organisations locales et créé des espaces de redevabilité publique. Cette collaboration a conduit à une sensibilisation accrue à la Violence sexiste et sexuelle (VSS) dans les communautés rurales en particulier, ainsi qu'à la création de nouveaux espaces sûrs au sein des commissariats de police.

De même, la Suède a noté la manière dont Génération Égalité avait fourni un espace pour présenter et partager des informations sur des questions émergentes, telles que la justice climatique féministe. La Suède utilise les connaissances acquises lors de divers dialogues et négociations et se sont connectés avec les secteurs privé et philanthropique pour atteindre de nouveaux acteurs. En conséquence, ils se sont engagés dans des recherches sur la mise en œuvre de la justice climatique et ont observé un partage important d'informations sur le sujet. En outre, Sida travaille avec des stratégies nationales, régionales et mondiales qui décrivent le développement économique durable avec un accent particulier sur l'économie durable, principalement à travers son engagement avec l'Union européenne, notamment à travers la présidence suédoise du Conseil de l'UE en 2023.

**Génération Égalité a la capacité d'établir des liens entre des domaines thématiques différents et émergents et de soutenir des initiatives de manière plus holistique que les initiatives des parties prenantes individuelles.** La structure de Génération Égalité fédère les efforts déployés sur de nombreux fronts et facilite les liens entre les gouvernements, les ministres et le personnel technique travaillant sur des questions similaires. Par exemple, le gouvernement suédois a mis davantage l'accent sur le lien entre WEE et Violence sexiste et sexuelle (VSS), notamment en mettant en lumière la violence économique lors d'une conférence organisée pendant la présidence de l'UE en 2023 et lors d'événements organisés lors de la prochaine présidence du Conseil nordique des ministres en 2024.

2 Voir « Forum Génération Égalité : Feuille de route du Kenya pour faire progresser l'égalité des sexes et mettre fin à toutes les formes de Violence sexiste et sexuelle et de mutilation génitale féminine d'ici 2026 ».

3 Voir Intégration de l'égalité au sein du gouvernement 2021-2025.

4 Voir le rapport de Sida : Autonomisation économique des femmes – APERÇU THÉMATIQUE 2023

## Génération Égalité a favorisé la collaboration entre les agences gouvernementales

L'approche pansociétale distinctive de Génération Égalité pour accélérer l'action en faveur de l'égalité des sexes est évidente dans un certain nombre d'engagements qui mettent l'accent sur les politiques transversales et l'alignement entre plusieurs organismes gouvernementaux. Par exemple, le financement de l'égalité des sexes, fourni par le gouvernement suédois, est effectué dans le cadre du programme Gender Mainstreaming Plus, également connu sous le nom de Intégration du genre dans les agences gouvernementales (GMGA+). Ce programme rassemble des agences gouvernementales pour s'engager dans un partage et un apprentissage systématiques et stratégiques, ce qui est essentiel pour créer une compréhension commune des questions d'inégalité entre les sexes. Ce terrain d'entente constitue la base d'un solide travail sur l'égalité des sexes avec des résultats au niveau sociétal et constitue un modèle pour d'autres pays cherchant à améliorer les services publics en intégrant l'égalité des sexes au niveau gouvernemental. Ce cadre a facilité l'avancement des engagements de la Suède de Génération Égalité en garantissant l'existence du soutien et des relations nécessaires pour favoriser les initiatives en faveur de l'égalité des sexes.

Sida intègre le genre dans ses activités de développement grâce à l'utilisation d'une Boîte à outils sur le genre qui fournit des connaissances, des outils et de l'inspiration sur la manière de rendre l'égalité des sexes opérationnelle, ainsi que leur service d'assistance sur le genre,

l'apprentissage en ligne, les conseillers en matière de genre, le réseau sur le genre et le Gender Hub. Il reconnaît qu'une base de connaissances et méthodologique solide est plus importante que jamais, en raison de l'importance accrue accordée à l'égalité des sexes dans la coopération au développement. Un exemple de projet de développement consolidant l'intégration du genre est évident dans le travail de développement de la Suède en Géorgie. En soutenant le Programme conjoint des Nations Unies pour l'égalité des sexes et des organisations travaillant sur les questions de droits humains et de droits des femmes en Géorgie, Sida contribue au renforcement de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et à l'amélioration du pouvoir et de l'influence économiques et politiques des femmes grâce au réseautage et aux partenariats de Génération Égalité.

En Argentine, la coordination entre les ministères de l'Éducation, de la Santé et de la Femme, du Genre et de la Diversité a été nécessaire pour la mise en œuvre et le suivi adéquats des politiques SDSR. Même si un ministère particulier est officiellement responsable de certains domaines de mise en œuvre (par exemple le ministère de l'Éducation est responsable du programme national complet d'éducation sexuelle), un dialogue ouvert entre les ministères s'est avéré essentiel pour intégrer l'expertise d'autres ministères, conduisant à une mise en œuvre plus holistique des politiques et programmes.



Foto : ONU Femmes/Ryan Brown

## La participation de la société civile est fondamentale pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des politiques

L'engagement des OSC et la collaboration entre agences et secteurs renforcent l'attention du public et sont fondamentaux pour l'élaboration des politiques. Cette **collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques peut contribuer à garantir que les questions spécifiques d'égalité des sexes restent une priorité pour l'État malgré les changements et transitions politiques**. La formalisation des mécanismes d'engagement est un moyen de favoriser une participation substantielle des OSC à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des politiques.

Par exemple, le Cabinet national pour l'intégration des politiques de genre en Argentine dispose d'un conseil consultatif composé de membres de la société civile qui formulent des recommandations en matière de politiques et de mise en œuvre. Le Conseil consultatif se réunit périodiquement et tient des réunions fédérales dans chacune des provinces du pays. La loi sur la santé sexuelle et reproductive comprend un volet de suivi social avec des projets de collaboration menés entre le gouvernement et la société civile. Le ministère de la Santé a également formé un conseil consultatif pour soutenir le Plan National de Prévention des Grossesses Non Volontaires à l'Adolescence, qui complète et renforce la loi sur la santé sexuelle et reproductive. Ce conseil est composé de représentants de diverses OSC et ses activités renforcent la coordination entre la Direction de l'adolescence, les conseils professionnels et les autres acteurs travaillant sur cette problématique. De tels mécanismes

permettent aux OSC de jouer un rôle en garantissant la redevabilité vis-à-vis des engagements de politique publique, tout en apportant des informations sur la manière dont les services publics peuvent être améliorés au fil du temps.

Le cas du Kenya démontre en outre la valeur des comités multi-agences et d'une approche « tous les acteurs sont impliqués » pour lutter contre les inégalités entre les sexes. Le gouvernement du Kenya a établi une structure de direction à trois niveaux pour mettre en œuvre et suivre les progrès dans la mise en œuvre des engagements de Génération Égalité, composée du Comité consultatif national, du Comité directeur national et d'un Secrétariat. Les mécanismes de coordination ont des liens avec les groupes de travail nationaux et départementaux sur la Violence sexiste et sexuelle (VSS) et le secteur des MGF. Ces groupes de travail thématiques sont des comités du Forum intergouvernemental sur le genre et du Groupe de travail du secteur du genre du comté, qui ont été créés en 2019 et comprennent des acteurs étatiques et non étatiques (voir l'étude des cas sur la localisation de la génération égalité pour plus de détails). Par l'intermédiaire du comité directeur, le département d'État élabore des priorités, suit les progrès et discute de la budgétisation avec les OSC, notamment Equality Now<sup>5</sup> et les organisations dirigées par des jeunes. Les dirigeants du gouvernement du Kenya rapportent que, grâce à ces efforts collectifs, le nombre de cas de MGF a diminué dans tout le pays.



Foto : ONU Femmes

<sup>5</sup> L'OSC Equality Now a été impliqué dans l'élaboration des politiques et de la budgétisation, en particulier dans le travail autour des MGF.

# RECOMMANDATIONS

Sur la base de ces résultats, les recommandations suivantes sont formulées, chacune pour un type spécifique de partie prenante, afin de contribuer à améliorer l'élaboration des politiques et à suivre les engagements politiques de Génération Égalité :

## 1 Pour les gouvernements :

Accroître la participation des présidents et des hauts dirigeants politiques aux plateformes mondiales sur l'égalité des sexes. L'égalité des sexes étant une question mondiale, les décideurs politiques nationaux doivent être plus conscients des normes et des changements qui se produisent au niveau mondial. Les engagements pris au plus haut niveau – par exemple par les présidents dans les forums mondiaux confèrent de l'autorité.



## 2 Pour les acteurs nationaux :

Les cadres législatifs et politiques peuvent être renforcés et les gouvernements nationaux pourraient bénéficier d'un plus grand soutien technique et de connaissances locales fournies par des acteurs non étatiques. Génération Égalité peut renforcer cette collaboration, par exemple en apportant un tel soutien à la création et à la gestion de bases de données, ou à la collecte de données désagrégées et au suivi dans une optique de genre.



## 3 Pour les gouvernements, les OSC et les jeunes :

Collaborer les uns avec les autres pour générer un changement durable, soutenu par des ressources financières et techniques suffisantes pour que la société civile et les jeunes puissent y contribuer de manière significative. Pour obtenir des résultats révolutionnaires, les gouvernements, les donateurs et les partenaires internationaux doivent créer des environnements propices à une participation plus inclusive et plus substantielle des jeunes et de la société civile à tous les niveaux. Les engagements en matière de politique publique mènent au financement et à la collaboration ; les OSC et les jeunes devraient en priorité exiger ces engagements publics.



# ANNEXE

## Résumé de la méthodologie

Les études des cas ont été élaborées au moyen d'un processus d'examen de la portée, fondé sur des méthodes mixtes s'étendant sur cinq étapes, intégrant des méthodes quantitatives et qualitatives ainsi qu'une analyse approfondie de documents. Comme d'autres études de champ d'application, l'approche méthodologique proposée accorde une priorité égale à la rigueur académique et à la nécessité d'un processus rapide et itératif pour développer des compte-rendu d'impact pertinents et opportuns qui démontrent comment Génération Égalité fait progresser le changement.

### ÉTAPE 1.

**Création et développement du concept :** Premièrement, les thèmes prioritaires et les cas pertinents ont été identifiés grâce à une consultation avec l'équipe du Cadre de redevabilité d'ONU Femmes et affinés à la lumière d'un examen préliminaire de la littérature de référence sur Génération Égalité. Cette documentation de référence comprenait initialement le Plan d'accélération mondial, le projet de cadre de redevabilité de la Coalition d'action, le Rapport de redevabilité Génération Égalité 2022 et des descriptions de ce qui constitue un engagement politique, financier et collectif.

### ÉTAPE 2.

**Analyse de documents :** Une fois que l'équipe d'étude a assimilé les informations générales connexes, les documents pertinents ont été rassemblés pour chaque étude des cas. Ces documents comprenaient, par exemple, des documents internes et des rapports publics concernant le travail de Coalitions d'action particulières, le texte des engagements qui illustrent des thèmes d'intérêt, ainsi que les sites Web institutionnels et les articles de blog d'organisations susceptibles d'être présentés dans les études des cas. Les résultats préliminaires de l'enquête sur les rapports sur les engagements de 2023 ont été examinés afin de contextualiser les tendances et les cas qui seront présentés dans les rapports des études des cas.

### ÉTAPE 3.

**Collecte de données :** À ce stade, l'équipe d'étude a mené des entretiens avec des informateurs clés, notamment l'équipe du cadre de redevabilité d'ONU Femmes, les porteurs d'engagements, les structures de gouvernance de Génération Égalité et d'autres acteurs, tels que les bénéficiaires. Les informateurs ont été sélectionnés sur la base de quatre critères principaux : 1) un degré élevé d'engagement envers Génération Égalité ; 2) une participation substantielle aux initiatives Génération Égalité qui ont démontré des résultats avancés et progressifs ; 3) la pertinence d'institutions et d'initiatives particulières pour les sujets sélectionnés des études des cas ; et 4) la représentation au sein des Coalitions d'action et des régions.

### ÉTAPE 4.

**Analyse des données :** Les documents et les résultats des entretiens ont ensuite été répertoriés, analysés thématiquement et résumés. L'objectif central de cette étape était de trianguler les résultats de l'analyse des documents et des entretiens avec des informateurs clés, et de contextualiser ces résultats qualitatifs à la lumière des résultats quantitatifs des enquêtes d'établissement de rapports sur les engagements de 2023 et 2022.

### ÉTAPE 5.

**Révision et finalisation :** À ce stade, l'équipe d'étude a produit des deuxièmes versions de chaque étude des cas pour examen par l'équipe du cadre de redevabilité. En plus de faire ressortir les caractéristiques distinctives de chaque cas, cette étape de rédaction visait également à établir une voix et un format cohérents entre les études des cas.

## Ressources consultées

- Les données brutes de [Génération Égalité 2023 - Enquête de rapports sur les engagements](#)
- [Tableau de bord des engagements des coalitions d'action du FGE](#)
- Sida - [Autonomisation économique des femmes – APERÇU THÉMATIQUE 2023](#)
- Ministère suédois de l'Emploi - [Intégration du genre dans les agences gouvernementales](#)
- Sida - [Boîte à outils sur le genre](#)
- [Forum Génération Égalité au Kenya Premier Anniversaire - Juin 2022](#)
- [Equality Now](#)
- [Programme régional de l'Initiative Spotlight pour l'Asie centrale et l'Afghanistan](#)
- [Gabinete Nacional para la Transversalización de las Políticas de Género](#)
- [Ministerio de las Mujeres, Géneros y Diversidad](#)
- [GABINETE NACIONAL PARA LA TRANSVERSALIZACIÓN DE LAS POLÍTICAS DE GÉNERO Decreto 680/2020](#)
- [EIGE : Suède](#)

La liste des parties prenantes interrogées au Kenya, en Argentine et en Suède se trouve dans la liste des remerciements.



Foto : ONU Femmes/Fahad Abdullah Kaizer



